

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 8 SEPTEMBRE 2015
DU CONSEIL COMMUNAL

PRESENTS :

MM. Galant J., **Présidente**,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B.,
D'Haese-Leuridan M., Demoustiez A.,
Echevins,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Senecaut M., Robette-
Delputte F., Decamps P., Delhay J., Chanoine
V., Egels E., Decoster C., Petit N., **Conseillers**,
Gillard S., **Directeur général**.

EXCUSES : Vanderkel A., Dessilly V., Breuse E., **Conseillers**

1. **Approbation du procès-verbal de la séance du 7 juillet 2015 – partie publique – approbation.**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,
Approuve avec 16 voix pour et 2 abstentions, le procès-verbal de la de la séance du 7
juillet 2015

2. **Finances – Situation de caisse au 21 août 2015 – information**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,
est informé de la situation de caisse par l'Echevin des Finances

3. **Finances – Compte 2014 – services ordinaire et extraordinaire du CPAS de Jurbise – approbation**

L'Echevin des Finances, également Président du CPAS, présente le Compte 2014 du CPAS.

A l'issue de cette rapide présentation, Monsieur Delhay l'interroge sur une remarque du Directeur général du Centre, selon lequel une dégradation de

l'autofinancement du Centre dans la distribution des repas à domicile peut être relevée.

Monsieur Chanoine lui confirme que le CPAS a constaté une baisse des demandes de repas à domicile au début de l'année 2014, et donc des recettes en découlant (des problèmes de qualité ayant été rencontrés avec le fournisseur de l'époque) ; toutefois, depuis que les repas sont confectionnés par le cuisinier du CPAS, l'on remarque une nouvelle hausse des demandes, plus de 40 repas journaliers devant aujourd'hui être confectionnés.

Monsieur Delhayé fait également remarquer que dans l'historique établi par le Directeur général du CPAS, une diminution des subventions fédérales peut être constatée à l'égard des dossiers d'asile. Monsieur Delhayé demande au Président du CPAS si une réflexion a été entamée à ce sujet au regard de l'actualité récente, actualité qui présuppose de nouveaux besoins et de nouvelles demandes en la matière.

Tout en lui confirmant qu'une telle réflexion est effectivement en cours au niveau du Centre, Monsieur Chanoine indique à Monsieur Delhayé être actuellement dans l'attente de demandes précises de la part de l'Etat Fédéral.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Approuve le Compte 2014 du CPAS, services ordinaire et extraordinaire, à l'unanimité. Monsieur Chanoine et Madame Decoster, respectivement Président du CPAS et Conseiller de l'Action sociale, ne prennent pas part au vote.

-
- 4. Finances – Modification budgétaire n°1 des services ordinaire et extraordinaire du Budget 2015 du CPAS de Jurbise – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Approuve la modification budgétaire n°1 des services ordinaire et extraordinaire du CPAS à l'unanimité. Monsieur Chanoine et Madame Decoster ne prennent pas part au vote.

-
- 5. Finances – Modification du régime fiscal des Intercommunales : proposition de l'Intercommunale IDEA de faire jouer le mécanisme de substitution prévu par le Décret fiscal du 22 mars 2007, afin que la Commune se substitue à l'Intercommunale IPALLE en qualité de redevable de la taxe à l'incinération des déchets – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et notamment l'alinéa 2 des articles 3 et 8;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes ;

Considérant que la Commune est membre de l'intercommunale IDEA et que celle-ci a confié le traitement des déchets ménagers à l'intercommunale IPALLE ;

Vu les statuts des intercommunales IPALLE et IDEA;

Vu les articles 17 et suivants de la loi programme du 19 décembre 2014 desquels il résulte que l'intercommunale IPALLE pourrait être taxée à l'impôt des sociétés pour les revenus perçus à dater de ce 1^{er} janvier 2015 ;

Considérant que, compte tenu de la non-déductibilité des taxes environnementales à l'impôt des sociétés, cette modification de ce régime fiscal de l'intercommunale aura pour conséquence la mise à charge de la commune d'un surcoût fiscal de l'ordre de 51,5% du montant de la taxe à l'incinération ;

Vu les articles 3 et 8 du décret fiscal du 22 mars 2007 prévoyant, dans cette hypothèse, la possibilité pour la commune de se substituer au redevable de la taxe en vue de sa déclaration et de son paiement ;

Attendu que le mécanisme de substitution est admis en matière fiscale et qu'il n'y a ni simulation prohibée à l'égard du fisc, ni partant fraude fiscale, lorsque, en vue de bénéficier d'un régime plus favorable, les parties, usant de la liberté des conventions, sans toutefois violer aucune obligation légale, établissent des actes dont elles acceptent toutes les conséquences, même si ces actes sont accomplis à seule fin de réduire la charge fiscale ;

Attendu que l'arrêt Brepoels du 6 juin 61 de la Cour de cassation consacre le principe du choix licite de la voie la moins imposée et que le Décret fiscal du 22 mars 2007 autorise explicitement les communes à recourir à ce mécanisme ;

Qu'en procédant de la sorte, la commune évite de devoir prendre en charge le surcoût fiscal lié à la non-déductibilité de la taxe environnementale régionale à l'impôt des sociétés ;

Considérant par ailleurs que dans un souci de simplification administrative il est proposé par l'intercommunale IDEA d'aider la commune pour la réalisation des démarches administratives de déclaration ;

Considérant qu'en vertu des articles 3 et 8 du décret fiscal du 22 mars 2007, l'intercommunale est solidairement responsable du paiement de la taxe ;

Considérant qu'il est proposé, compte tenu notamment de la mission déléguée à l'intercommunale en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés, de confier à cette dernière les démarches administratives de déclaration de la taxe ainsi que son paiement ;

Considérant la note de synthèse explicative jointe au courrier de l'IDEA, et annexée à la présente délibération ;

Attendu que la présente délibération n'a pas d'incidence financière dans la mesure où le mécanisme de substitution n'entraîne aucune majoration des sommes déjà versées à l'intercommunale, et qu'en conséquence, conformément à l'article L1124-40, l'avis du directeur financier n'a pas été sollicité ;

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE , à l'unanimité :

Article 1^{er} . - De demander, conformément à l'alinéa 2 de l'article 8 du décret fiscal du 22 mars 2007, à l'Office Wallon des déchets de pouvoir se substituer, pour ses déchets, à l'intercommunale IPALLE, redevable de la taxe à l'incinération en sa qualité d'exploitant de l'installation d'incinération de déchets.

Article 2 . - De mandater l'intercommunale IPALLE afin de procéder, pour la commune, à la déclaration de la taxe ainsi qu'à son paiement au regard du principe de solidarité prévu par les Décret fiscal du 22 mars 2007. La mission déléguée vise également les obligations générales des redevables aux taxes wallonnes prévues par le décret du 6 mai 1999.

Article 3 . - De transmettre, pour suites voulues, un exemplaire de la présente délibération aux intercommunales IDEA et IPALLE, et pour disposition, à Monsieur le Directeur financier.

6. Finances – Budget 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre - approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 16 juillet 2015 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2016 ;

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2016, réceptionné en date du 22 juillet 2015 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 14.282,70€

Dépenses totales : 14.282,70€

Solde : 0,00€

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 10.897,39 € a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 29.07.2015 approuvant le budget 2016, sous réserve de modification de l'article 6 des dépenses relatives à la célébration du culte ;

Considérant que la vérification dudit budget implique l'adaptation des montants suite à la remarque émise par le chef diocésain ;

LE CONSEIL COMMUNAL, approuve avec 17 voix « pour » et 1 « abstention », le budget 2016 de la Fabrique, moyennant la diminution du montant inscrit à l'article 6 , à savoir 700 € au lieu de 800€.

Par conséquent, le total des dépenses arrêtées par l'Evêque est arrêté au montant de 1.805,00€ au lieu de 1.905,00€.

La récapitulation du budget 2016 est arrêtée comme suit :

	Montant initial	Nouveau montant
Dépenses		
Arrêtées par l'Evêque	1.905,00€	1.805,00€
Soumises à l'approbation de l'Evêque ordinaires et extraordinaires	12.377,70 €	12.377,70€
Total général des dépenses	14.282,7€	14.182,7€
Balance recettes	14.282,7€	14.282,7€
Balance dépenses	14.282,7€	14.182,7€

**7. Finances – Budget 2016 de la Fabrique d’Eglise Saint-Martin à Erbisoeul –
approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l’article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 04 août 2015 par laquelle le conseil de la fabrique d’église Saint-Martin d’Erbisoeul a décidé d’arrêter le budget de l’exercice 2016 ;

Attendu que le budget de la fabrique d’église pour l’exercice 2016, réceptionné en date du 06 août 2015 à l’Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 24.286,02€

Dépenses totales : 24.286,02€

Solde : 0,00€

Considérant qu’une intervention communale d’un montant de 15.830,97 € a été inscrite à l’ordinaire du budget de la fabrique d’église ;

Considérant la décision de l’Evêché de Tournai du 19.08.2015 approuvant le budget 2016 sans remarque ;

Considérant que la vérification dudit budget n’implique aucune remarque de la part de l’Administration ;

LE CONSEIL COMMUNAL, approuve avec 17 voix « pour » et 1 « abstention », le budget 2016 de la Fabrique.

La récapitulation du budget 2016 est arrêtée comme suit :

	Montant initial	Nouveau montant
Dépenses		
Arrêtées par	4.827,00€	4.827,00€

l'Evêque		
Soumises à l'approbation de l'Evêque ordinaires et extraordinaires	19.459,02€	19.459,02€
Total général des dépenses	24.286,02€	24.286,02€
Balance recettes	24.286,02€	24.286,02€
Balance dépenses	24.286,02€	24.286,02€

8. Sécurité – Règlement complémentaire sur la police de la circulation routière – route régionale N524 à Jurbise : projet d'arrêté ministériel destiné à rendre la N524 prioritaire sur le territoire communal – approbation

Monsieur Delhaye fait remarquer qu'une communication étendue et appuyée devra absolument être organisée à propos de cette modification. Les membres du Collège communal lui confirment être conscient de cette nécessité, et que le Service Prévention communal sera notamment chargé de cette mission.

LE CONSEIL COMMUNAL, Siégeant en séance publique,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 08 août 1980, modifiée par les lois du 08 août 1988, du 05 mai 1993 et du 16 juillet 1993 notamment l'article 6, § 1, X ;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 et les lois modificatives ;

Vu l'arrêté royal du 01 décembre 1975 portant règlement sur la police de la circulation routière et les arrêtés royaux modificatifs ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014, portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 12,7° ;

Vu l'arrêté ministériel du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014, article 3, fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et les arrêtés modificatifs ;

Vu le projet d'arrêté ministériel portant règlement complémentaire sur la police de la circulation routière, transmis par le Service public de Wallonie – Département du Réseau du Hainaut et du Brabant wallon le 10 août 2015, et ayant pour objet la volonté de rendre l'ancienne voirie provinciale N524 prioritaire sur le territoire communal ;

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique, approuve ce projet d'arrêté ministériel à l'unanimité.

Article 1^{er} : Sur le territoire de la Commune de Jurbise, la route régionale n°N524 est prioritaire sur toute sa longueur.

Article 2 : La disposition reprise à l'article 1^{er} est portée à la connaissance des usagers au moyen de la signalisation prévue à cet effet au règlement général sur la police de la circulation routière.

Article 3 : Les charges résultant du placement, de l'entretien et du renouvellement de la signalisation incombent au Service Public de Wallonie.

Tous les signaux contraires aux dispositions du présent règlement doivent être immédiatement enlevés.

Article 4 : Cet arrêté abroge tous les arrêtés, relatif à la priorité sur la N524, pris précédemment par la Commune de Jurbise et/ou par la Province.

Article 5 : Copie du présent arrêté est transmise aux Greffes des Tribunaux de Première Instance et de Police à Mons.

9. Urbanisme – Permis d'urbanisation introduit par Monsieur le géomètre Guy Meunier, mandaté par la Famille Robyns de Schneidauer en vue de créer 7 lots à bâtir et un lot à exclure car situé en zone agricole à la rue Claus, section E n°128 à 7050 Masnuy-Saint-Jean- modification et élargissement de la voirie communale
– approbation

Monsieur Delhaye demande si ce projet est envisagé du côté actuellement non bâti, ce qui lui est confirmé par le Collège communal.

Monsieur Delhaye fait part de ses inquiétudes sur un projet qui envisage de bâtir dans une zone connue pour ses risques d'inondations, ainsi que sur l'accroissement présumé de la circulation qu'induirait la concrétisation de ce projet.

La Présidente rappelle que ce dossier a déjà été soumis au Conseil communal dans le courant de l'année 2015, et approuvé à l'unanimité.

Monsieur Delhay, tout en entendant la remarque de la Présidente, souhaite toutefois insister sur le risque réel de saturation ainsi que sur l'importance de respecter les dispositions du Schéma de Structure communal.

L'Echevin des Travaux informe Monsieur Delhay quant à la largeur attendue de la voirie une fois les travaux réalisés (à peu près 8 mètres), ce qui devrait permettre de rencontrer notamment la question du croisement des véhicules.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la demande introduite le 7 août 2014 par le Géomètre Meunier mandaté par la Famille Robyns de Schneidauer et relative à un projet de permis d'urbanisation sur le terrain sis rue Claus à 7050 Masnuy-Saint-Jean cadastré Section E n°128;

Vu le projet qui porte sur la création de 7 lots comme terrains à bâtir et 1 lot à exclure car situé en zone agricole, ainsi que sur la modification de la voirie communale;

Vu la loi organique du 29 mars 1962 de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois des 22 avril 1970, 22 décembre 1970, 25 juillet 1974 et 28 juillet 1976;

Vu que le projet s'inscrit dans une zone d'habitat à caractère rural sur 50 mètres de profondeur à front de voirie et au-delà en zone agricole;

Vu que le projet s'inscrit en zone d'habitat résidentiel à ouverture paysagère sur 50 mètres de profondeur à front de voirie et au-delà en zone agricole au Schéma de Structure Communal ;

Considérant que le projet a été soumis à enquête publique du 29 août 2014 au 12 septembre 2014 pour le motif suivant: article 330, 9 du C.W.A.T.U.P.E. : permis d'urbanisation visé aux articles 128 et 129 (modification de voirie communale);

Vu l'arrêté royal du 6 février 1971, modifié par l'arrêté royal du 21 janvier 1977 sur l'instruction de la publicité des demandes de permis de bâtir, notamment l'article 6;

Attendu qu'à la suite de la publicité visée aux articles 5 et 6 de l'arrêté royal du 6 février 1971, modifié par l'arrêté royal du 21 janvier 1997, cinq riverains ont introduit une lettre de remarques;

Considérant que celles-ci portent sur :

- le fait qu'une partie des terrains se situent en zone inondable et sur le fait que des constructions à cet endroit aggraveront le problème d'inondation dont souffrent déjà plusieurs riverains ;
- sur la possibilité d'envisager la création d'un bassin d'orage pour recueillir le surplus d'eau ;
- sur la voirie qui est fort étroite et qui ne permet pas facilement le croisement de véhicules ;
- sur le manque de trottoirs dans la rue et la vitesse des automobilistes ;
- sur l'augmentation du trafic routier si le lotissement se réalise ;
- sur les prescriptions beaucoup moins strictes que celles qui sont appliquées dans les lotissements voisins ce qui risque d'entraîner un risque accru d'obtenir une trop grande disparité au niveau des volumes (mitoyenneté et zones de dégagement plus réduites) mais aussi au niveau des couleurs, du style ou encore par leur disposition (décrochage). La rue Claus est actuellement composée de constructions présentant des caractéristiques rurales et les réclamants souhaitent que cette harmonie soit préservée.

Considérant que l'avis de la Direction de l'Agriculture a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 1^{er} septembre 2014 est favorable et libellé comme suit :

« Dossier non agricole ;

Vu que le projet du bâti est situé majoritairement sur la partie de la parcelle située en zone d'habitat à caractère rural et de manière non significative en zone agricole au plan de secteur ;

Vu que la partie de la parcelle restante à l'arrière du projet et située en zone agricole au plan de secteur est préservée et laissée à l'agriculture ;

Considérant que la demande n'est pas susceptible de mettre en péril la zone agricole à cet endroit et pour autant qu'un article dérogatoire du C.W.A.T.U.P.E. soit d'application : Avis favorable. »

Vu que l'avis du Service incendie a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 23 septembre 2014 est favorable conditionnel ;

Considérant que ce rapport met en évidence que les ressources en eau pour l'extinction des incendies de la rue Claus ne satisfont pas les prescriptions de la C.M. du 14/10/1975 en termes de débit à savoir une fourniture de 20 m³/h minimum ; des citernes d'eau ne devant servir que pour l'extinction des incendies seraient à installer soit par le lotisseur pour l'ensemble du lotissement d'une capacité minimum de 40 m³ sur une parcelle à extraire des surfaces loties soit par le futur constructeur sur chaque lot d'une capacité de 10m³ ;

Considérant que l'avis du Commissaire voyer a été sollicité sur les aménagements de voirie et celui-ci réceptionné en date du 19 septembre 2014 est favorable conditionnel et fixe les charges qu'il convient d'imposer au demandeur en matière d'équipement de voirie;

Considérant que dans cet avis il est rappelé que la reprise par la commune des équipements de voirie ne pourra intervenir qu'à titre gratuit, après réception définitive des travaux et sur la base d'un plan de délimitation à fournir par le lotisseur renseignant les nouvelles limites de voirie ;

Considérant que l'avis de la Direction des cours d'eau non navigables a été sollicité est celui-ci réceptionné en date du 25 septembre 2014 est favorable conditionnel et stipule notamment que « *conformément à la circulaire du 9 janvier 2003 relative à la délivrance de permis dans les zones exposées à des inondations, tout remblai y est interdit et que de plus, le demandeur devra prendre toutes les dispositions qui s'imposent pour palier à tout dégât lié aux inondations et en assumer seul la charge sans recours possible contre le gestionnaire du cours d'eau* » ;

Considérant que cet avis stipule également que le demandeur devra compenser les remblais de l'ordre de 200 m³ réalisés sur les lots 1 et 2 par des déblais d'une capacité équivalente dans les espaces verts, en bordure du Ruisseau d'Erbisoeul, sans apport de terres extérieures;

Considérant que l'avis de la C.C.A.T.M. est favorable à condition de respecter l'avis du service incendie (aujourd'hui zone de secours Hainaut Centre) en imposant au lotisseur de placer une citerne de 40 m³ sur les lots 1 et 2 à exclure du lotissement puisqu'ils sont situés en zone inondables, de respecter l'avis du HIT et l'avis de la Direction des cours d'eau non navigables et qu'il propose aussi d'exclure la possibilité de construire en mitoyenneté ;

Considérant qu'une citerne d'eau de pluie d'une capacité de 10 m³ devra être placée par le futur constructeur sur chaque lot;

Considérant que pour respecter le cadre bâti et la zone d'habitat résidentiel à ouverture paysage du Schéma de Structure Communal, le Collège communal suit la proposition de la C.C.A.T.M. visant à exclure la possibilité de construire en mitoyenneté ;

Considérant que les options et mesures d'aménagement du Schéma de Structure Communal indiquent (page 185/202) que « par rapport aux zones inondables, la sensibilisation de la population portera sur leur rôle et l'importance de les préserver afin de ne pas en créer de nouvelles en aval », que la recommandation de la C.C.A.T.M. visant à exclure les lots 1 et 2 est donc pertinente ;

Vu la décision du Collège communal du 1/12/2014;

Vu la décision du Conseil communal du 10 février 2015 ;

Vu l'avis défavorable du Fonctionnaire délégué du 27 mars 2015 et motivé notamment par le fait que la procédure prévue par le nouveau décret du 06/02/2014 relatif à la voirie communale, n'a pas été respectée ; qu'en effet le dossier ayant été déposé en date du 07/08/2015, soit après l'entrée en vigueur dudit décret, l'enquête publique devait durer 30 jours ;

Considérant que le Fonctionnaire délégué dans son avis propose également de remanier le projet de manière à assurer une trame bâtie en ordre semi-ouvert, ce qui est favorable d'une part à la gestion parcimonieuse du sol et d'autre part à une consommation d'énergie limitée ;

Considérant qu'interrogé par le Collège communal sur la procédure à suivre en ce qui concerne ce permis d'urbanisation, le Fonctionnaire délégué a fait savoir qu'il n'était pas nécessaire de recommencer l'entièreté de la procédure ; cette dernière, non clôturée, pouvant être complétée par l'enquête publique ad hoc et les modifications éventuelles ;

Considérant que le demandeur n'a pas apporté de modifications à son projet, que seule l'enquête publique a été organisée ;

Considérant qu'en vertu de l'article 4, 2° du C.W.A.T.U.P.E. qui stipule que le délai prescrit pour une enquête publique est suspendue entre le 16 juillet et le 15 août, l'enquête s'est déroulée du 25 juin 2015 au 24 août 2015 conformément au nouveau décret voirie du 6 février 2014 ;

Considérant qu'à l'issue de celle-ci quatre mails de remarques ont été introduits par les riverains ;

Considérant que ces remarques ne portent pas sur la modification de la voirie communale mais sur le souhait émis par les riverains que soient respectées les caractéristiques architecturales des habitations déjà existantes à la rue Claus par l'adaptation des prescriptions urbanistiques notamment en supprimant la possibilité de construire en mitoyenneté, en limitant l'utilisation des toitures plates et en préconisant des matériaux aux caractéristiques similaires au bâti existant (couleur des matériaux,...) ;

Considérant que ces remarques portent également sur l'exclusion des lots 1 et 2 du lotissement puisqu'ils sont situés en zone d'aléa d'inondation faible et connaissent des inondations lorsque le fossé ne parvient plus à absorber les eaux de pluies et sur la pertinence de créer un bassin d'orage en bordure du fossé;

Considérant que la Direction des Cours d'Eau non navigables a remis un avis favorable sur la demande à condition de compenser les remblais de l'ordre de 200 m³ réalisés sur les lots 1 et 2 par des déblais d'une capacité équivalente dans les espaces verts, en bordure du Ruisseau d'Erbisoeul, sans apport de terres extérieures;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et de l'Energie;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide avec 15 voix « pour » et 3 « abstentions »

Article 1er : D'émettre un avis favorable sur le projet de permis d'urbanisation dont objet en respectant les conditions émises par:

- le Hainaut Ingénierie Technique ;
- la Direction des Cours d'Eau non navigables ;

- la zone de secours Hainaut Centre : notamment le placement d'une citerne de 10 m³ sur chaque lot par le futur constructeur ;
- la C.C.A.T.M. : exclure la possibilité de construire en mitoyenneté et exclure les lots 1 et 2 situés en zone inondable;

Article 2 : De transmettre un exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

10. Travaux – MP 2013-08-RP relatif aux travaux de démoussage et de réfection des toitures de l'Ecole primaire d'Herchies – avenant n°1 – ratification

Madame Senecaut demande pourquoi il n'a pas été possible pour les services communaux de se charger des travaux évoqués.

L'Echevin des Travaux lui répond en insistant sur la dangerosité des travaux à certains endroits du bâtiment, ainsi que sur la difficulté de réaliser ceux-ci en période de congé.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal, l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) et l'article 26, §1, 2°, a ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 37 ;

Vu la décision du Collège communal du 30 mars 2015 relative à l'attribution du marché "Démoussage et réfection des toitures de l'école primaire d'Herchies" à Roof Construct S.A., rue du Pont Bleu, 27 à 7730 Estaimpuis pour le montant d'offre contrôlé de 67.565,10 € hors TVA ou 81.753,77 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° 2013-08-RP ;

Considérant la délibération du Collège Communal du 15.07.2015 approuvant l'avenant 1 du marché "Démoussage et réfection des toitures de l'école primaire d'Herchies" pour le montant total en plus de 23.250,00 € hors TVA ou 28.132,50 €, 21% TVA comprise.

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 34,41% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 90.815,10 € hors TVA ou 109.886,27 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est accordé une prolongation du délai de 15 jours calendrier pour cet avenant ;

Considérant que les crédits initiaux permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 722/723-60 (n° de projet 20150023) mais qu'ils s'avèrent insuffisants ;

Considérant que ces crédits seront adaptés lors de la modification budgétaire n° 2 de l'exercice 2015 aux articles 722/72360 :20150023 et 060/99551:20150023.2015 ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité le 24 août 2015 et obtenu le 25 août 2015, et qu'il s'avère favorable ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité d'approuver cette proposition de ratification

Article 1^{er} . - De ratifier la délibération du Collège Communal du 15/07/2015 approuvant l'avenant 1 - Ordre modificatif du marché "Démoussage et réfection des toitures de l'école primaire d'Herchies" pour le montant total en plus de 23.250,00 € hors TVA ou 28.132,50 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De transmettre la présente délibération à la tutelle. Cette délibération sera exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

Article 3. - De financer cet avenant par les crédits inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 722/723-60 (n° de projet 20150023).

Article 4. - Ces crédits seront adaptés lors de la modification budgétaire n° 2 de l'exercice 2015 aux articles 722/72360 :20150023 et 060/99551 :20150023.2015 ;

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

11. Question(s) orale(s).

Pour le Groupe PS, Monsieur Delhay pose la première question suivante :

« A plusieurs reprises, lors des votes des budget et modification budgétaire, le groupe PS s'est inquiété de la hauteur de la somme inscrite dans le crédit spécial de recettes ; celle-ci étant supérieure au boni global (472 728 € en crédit spécial pour un boni de 399 000) N'ayant pas obtenu de réponse précise à ce propos lors de la première MB alors qu'un avertissement avait déjà été adressé par la tutelle wallonne, le PS a interrogé le Ministre sur les conséquences que pouvait avoir une éventuelle surestimation des dépenses non engagées.

La réponse du Ministre, s'appuyant sur une analyse de son administration, est assez alarmante et constate « une forte probabilité pour que le compte 2015 de la commune se présente en mali » et qu'un mali au résultat global soit enregistré (ce qui est contraire au CDLD).

Nous savons la situation financière jurbisienne globalement favorable par rapport à la moyenne des autres communes. Toutefois, il faut entendre l'appel du Ministre à un « assainissement » et l'évocation d'une possible « non-approbation » des MB.

Nous souhaiterions connaître la position du Collège communal à ce propos et avoir nos apaisements quant à la prise en considération de l'examen de ce dossier par la Direction générale des pouvoirs locaux ».

L'Echevin des Finances lui répond :

« Nous commencerons par revenir sur le courrier du SPW, réceptionné le 4 septembre dernier, en faisant remarquer qu'il s'agit non pas – comme une certaine presse s'en est « émue » - d'un courrier de « mise en demeure » ou « d'alerte » du Ministre à la Commune quant à l'état de ses finances ou de son train de vie, mais d'un simple transmis de la réponse envoyée par le Ministre à un courrier de l'opposition socialiste.

C'est dans cette copie de la réponse envoyée à l'opposition que nous pouvons découvrir l'inquiétude du Ministre Furlan quant au compte 2015 communal.

Nous ne pouvons qu'à nouveau marquer notre surprise, ainsi que notre curiosité, quant à cette position qui va à l'encontre de celle défendue par le Ministre Furlan dans sa circulaire annuelle (que ce soit pour la confection du budget 2015 que pour celle du budget 2016...), et nous rappelons également que la pratique du recours à ce crédit spécial est utilisée par la majorité des communes wallonnes.

Sur un plan plus technique maintenant, et pour répondre à votre question :

Au regard du budget 2015 et de sa 1^{er} modification, il est important, lors de l'analyse des budgets, de tenir compte de tous les éléments budgétaires repris dans ces budgets.

En effet, si on peut s'inquiéter de la hauteur du montant inscrit à l'article « crédit spécial de recettes », qui, je vous le rappelle encore une fois, est admis par la circulaire budgétaire, vous devez également tenir compte de l'écriture de dépense relative à la

constitution d'un fonds de réserve ordinaire pour un montant de 550.000€. Cette écriture n'est pas sans conséquence puisqu'elle influence également le résultat global.

Je m'explique : le crédit spécial permet, certes, d'équilibrer l'exercice propre mais intervient également dans le boni global. Nous sommes tous d'accord sur ce constat. Cependant, d'autres éléments interviennent également dans le résultat global. Ce sont les écritures liées aux prélèvements et à la constitution des fonds de réserve.

Si vous reprenez l'ensemble des tableaux récapitulatifs de la dernière modification budgétaire, vous constaterez qu'une écriture « en recette » du crédit spécial y est effectivement inscrite à hauteur de 472.728 €, mais également une écriture d'un montant de 550.000 € en dépense s'y retrouve afin de constituer un fonds de réserve ordinaire.

Dès lors, et sans être trop technique, l'élément principal qui se dégage est le suivant : si nous supprimons la dépense de prélèvement de 550.000 €, qui n'influence en rien la constitution des fonds de pension et du fonds extraordinaire, le boni global serait non pas de 399.625, 13 € comme vous l'avez évoqué dans votre question, mais bien de 949.625,13€. Ce montant est bien supérieur à celui de 472.728€.

Et même si ce crédit spécial ne peut être utilisé pour constituer un fonds de réserve – dicit la circulaire budgétaire - il ne reste pas moins un montant de 77.272 € pour constituer ce fond. Ce dernier montant étant la différence entre la recette spéciale et la dépense de fonds.

Nous vous confirmons donc, chiffres à l'appui, que non seulement le Collège communal prête une attention de tout premier ordre à l'état des finances locales, mais également que la situation financière de la Commune se veut raisonnablement bonne, au regard de la situation macroéconomique actuelle et des charges de plus en plus lourdes qui pèsent sur les Communes. »

Monsieur Chanoine termine en indiquant à Monsieur Delhay, au regard des chiffres exposés et des explications données, qu'il ne comprend pas la raison de ce courrier envoyé par le Groupe PS au Ministre de tutelle, a fortiori si la modification budgétaire n°1 de la Commune devait revenir refusée par la Région Wallonne.

Monsieur Delhay lui répond que, sans particulièrement approuver la méthode de communication suivie par le Ministre Furlan dans ce dossier, il a été perturbé en constatant que les mêmes remarques de l'autorité de tutelle (et de son administration) étaient adressées à la Commune au sujet de son Budget et de sa modification budgétaire, et ce en quelques mois seulement.

Pour le Groupe PS, Madame Senecaut pose une seconde question :

« Cela fait plusieurs mois que lors de la consultation des p-v du collège, nous sommes confrontés à un retard très important de la rédaction desdits p-v et de leur approbation de telle sorte que nous ne pouvons ainsi consulter actuellement les p-v que jusqu'au 29 juin 2015 inclus sans pouvoir prendre connaissance des PV des collèges qui se sont tenus ultérieurement et qui seraient au nombre de 6. Même si nous pouvons apprécier la qualité et l'objectivité des p-v du conseil communal, cette situation nous semble anormale en ce qui concerne les p-v du collège et constitue un frein à notre rôle d'opposition. Auparavant le retard ne portait que sur une semaine et tout au plus quinze jours.

Nous lisons sur le site de l'UVCW que si le droit communal wallon est muet quant à l'approbation du procès-verbal des réunions du collège communal, il est néanmoins généralement admis par la doctrine et la jurisprudence que les règles fixées pour l'approbation du procès-verbal du conseil communal (CDLD, art. L1122-16) valent également pour l'approbation du procès-verbal des réunions du collège (autant que faire se peut).

En ce qui concerne les PV du conseil, "il est normalement donné lecture du procès-verbal de la précédente séance à l'ouverture de chaque séance (CDLD, art. L1122-16, al. 1er) et ce, à moins que le règlement d'ordre intérieur en dispose autrement (...).

Dans tous les cas, le procès-verbal de la réunion précédente du conseil communal est mis à la disposition des conseillers communaux 7 jours francs au moins avant le jour de la séance (CDLD, art. L1122-16, al. 2 - parallélisme avec le délai de convocation aux réunions du conseil communal).

Durant toute la réunion suivant celle à laquelle le procès-verbal se rapporte, les conseillers communaux peuvent formuler des observations quant à la rédaction de celui-ci; lesdites observations doivent faire l'objet d'un vote; si elles sont adoptées, le directeur général présente séance tenante ou, au plus tard lors de la prochaine réunion, un nouveau texte conforme à la décision du conseil communal.

Si cette réunion se déroule sans observations, le procès-verbal est considéré comme approuvé.

A noter enfin que, chaque fois que le conseil communal le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les conseillers communaux présents (CDLD, art. L1122-16, al. 5).

Le procès-verbal signé constitue un acte authentique qui fait pleine foi de son contenu (même si des membres ayant assisté à la séance affirment le contraire). Il ne peut être mis en cause que par une procédure spécifique, appelée "procédure en inscription de faux". Après son approbation, le procès-verbal des réunions du conseil communal est transcrit dans un registre par le directeur général (CDLD, art. L1132-1).

Le procès-verbal transcrit des réunions du conseil communal est signé par le Bourgmestre et par le directeur général; cette signature doit intervenir dans le mois qui suit la réunion du conseil communal à l'issue de laquelle le procès-verbal a été considéré comme approuvé (CDLD, art. L1132-1, al. 3 et 4).

En vertu de l'article 4 du Règlement général de la comptabilité communale, tous les procès-verbaux du conseil et du collège sont immédiatement notifiés au directeur financier.

Par lettre circulaire du 22 juin 2010, la Direction générale opérationnelle des pouvoirs locaux, de l'action sociale et de la santé a rappelé cette obligation aux autorités communales. »

Que propose le collège afin de permettre une consultation plus rapide ? »

L'Echevine en charge du Personnel lui répond :

« Comme cela a été expliqué oralement par le Directeur général à Mme Senecaut, la situation actuelle est la conséquence d'une absence de longue durée de l'agent en charge des fonctions de secrétariat au sein de l'Administration, agent absent depuis la mi-mars et remplacé depuis ce mois de mai. Depuis le remplacement de l'intéressée, le retard engendré se résorbe graduellement et seuls les procès-verbaux des séances de juillet et août sont actuellement en cours de rédaction, voire d'approbation.

Nous rappelons également que la personne en charge de ces tâches assume également la gestion du Service Etrangers ainsi que, en coordination avec d'autres agents, le suivi de plusieurs projets communaux.

Un retour « à la normale », à savoir un retard entièrement résorbé et l'approbation des procès-verbaux des séances du Collège communal dans les 15 jours de la séance écoulée, est attendu pour la fin de ce mois de septembre. »

Plus aucune question n'étant prévue, la Présidente déclare le huis clos.

Aucune question orale n'étant prévue durant le huis clos, la Présidente lève la séance.

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général

La Présidente,